

Assemblée des États-Parties  
**Sidiki Kaba**

**"Il faut vite circonscrire la  
crise entre la CPI et les États  
africains"**

## **"Le Statut de Rome fait partie de l'héritage de Nelson Mandela laissé à l'humanité"**

"Rome Statute is part of the legacy of  
Nelson Mandela to humanity"

William R. Pace



**L'Afrique doit en prendre soin**  
**Africa must take care**



# 200 Organisations disent **NON** au retrait des États africains de la CPI

Amnesty International Afrique du Sud - International Crime in Africa Programme, Institute for Security Studies (Afrique du Sud) Southern Africa Litigation Centre (Afrique du Sud) - Coalition Béninoise pour la Cour Pénale Internationale - Coalition Béninoise pour la Responsabilité de Protéger - Forum Afrique Initiatives Droits de l'Homme et Développement (Benin) - Institute for Advocacy in Africa (Benin) - Réseau des Journalistes pour la Justice Internationale (Benin) - DITSHWANELO – The Botswana Centre for Human Rights - Amnesty International Burkina Faso - Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture au Burundi - Association de Protection des Droits Humains et des Personnes Détenues (Burundi) - Coalition Burundaise des Défenseurs des Droits Humains - Coalition Burundaise pour la Cour Pénale Internationale - Forum pour le Renforcement de la Société Civile au Burundi - Itaka (Burundi) - Ligue des droits de la personne dans la région des Grands Lacs (Burundi, République démocratique du Congo, Rwanda) - Réseau des Citoyens Probes (Burundi) - Coalition Centrafricaine pour la Cour Pénale Internationale - L'Observatoire Centrafricain des Droits de l'Homme (République centrafricaine) - Action des Chrétiens Activistes des Droits de l'Homme à Shabunda (République démocratique du Congo) - Action des jeunes unis pour la paix, le progrès et le développement (RDC) - Action Globale pour la promotion sociale et la paix (RDC) - Action pour la Paix et la Défense des droits Humains (RDC) - Action pour la Paix et la Protection de l'Enfant (RDC) - Action pour la Promotion de la Participation Citoyenne (RDC) - Action pour la Protection et le Développement de l'Enfant (RDC) - Action pour la Sauvegarde et la Promotion de l'Environnement (RDC) - Action Régionale pour la Paix (RDC) - Agir pour la Justice et la Paix (RDC) - Alerte Congolaise pour l'Environnement et les droits l'homme - Amis Volontaires (RDC) - Association Africaine des Droits de l'Homme (RDC) - Association Congolaise pour l'Accès à la Justice (RDC) - Association de défense des Droits de la Femme (RDC) - Association des Jeunes Artisans de la Paix (RDC) - Association des Jeunes Pour la Promotion Culturelle (RDC) - Association des Jeunes Volontaires pour le Développement du Congo- Association des Médiateurs Sociaux et Électoraux (RDC) - Association des Sœurs de Notre Dame de la Visitation (RDC) - Association pour la Protection de l'Enfant Congolais - Blessed Aid (RDC) - Carrefour pour la Justice, le Développement et les Droits Humain (RDC) - Centre d'Observation des Droits de l'Homme et d'Assistance Sociale (RDC) - Centre d'Accueil pour le Développement Intégré (RDC) - Centre de Promotion Socio - Sanitaire (RDC) - Centre des Jeunes BOMOTO (RDC) - Centre International de Formation des Droits Humains (RDC) - Centre pour la Paix, Développement et les Droits de l'Homme (RDC) - Cercle International pour la Défense des Droits de l'Homme la Paix et l'Environnement (RDC) - Cercle National de Réflexion sur la Jeunesse (RDC) - Club des Amis du Droit du Congo - Coalition des Volontaires pour la Paix et le Développement (RDC) - Comité de Lutte Anti-Tracasserie (RDC) - Comité des Jeunes pour la Sensibilisation Civique et Électorale (RDC) - Commission pour le Développement de l'Humanité dans le Grand Lacs (RDC) - Communauté des Amis de la Nature et de la Nature (RDC) - Communicateurs Pour la Promotion, Protection et Défense des Droits de l'Homme (RDC) - Convention Pour le Respect des Droits de l'Homme (RDC) - Coopérative minière pour un Développement Durable (RDC) - Détectives-Experts pour les Droits au Quotidien (RDC) - Ecologie et Développement au Congo - Ensemble Luttons Contre le Sida (RDC) - Femmes en Action pour le Développement Intégré (RDC) - Femmes Actives pour le Développement (RDC) - Femmes Engagées pour la Promotion de la Santé Intégrale(RDC) - Femmes et Enfants en Détresses (RDC) - Fondation Point de vue de Jeunes Africains pour le Développement (RDC) - Fondation Pour la paix (RDC) - Forum des Organisations Nationales Humanitaires et de Développement (RDC) - Foyer de Développement pour l'Autopromotion des Pygmées et Indigènes Défavorisés (RDC) - Global Synergie pour la Paix et le Développement (RDC) - Group LOTUS (RDC) - Initiative Chrétienne pour le Développement Durable au Congo (RDC) - Initiative Congolaise pour la Justice et la Paix (RDC) - Jeunesse Espoir de Tous pour la Région des Grands Lacs (RDC) - Jeunesse unie pour les initiatives de développement (RDC) - Justicia (RDC) - La Dignité Humaine (RDC) - Ligue Chrétienne Pour la Paix et la (RDC) - Ligue des Electeurs (RDC) - Ligue des femmes Défenseurs Des Droits Humains (RDC) - Ligue des Jeunes Solidaire pour la Protection de l'Environnement et Lutte contre la Faim (RDC) - Ligue pour la Paix, les Droits de l'Homme et la Justice (RDC) - Mama Tupendane (RDC) - Mama Tushirikiane (RDC) - Misère Sors (RDC) - MTM Maniema (RDC) - No violence Education Programme (RDC) - Nouvelle Dynamique de la Jeunesse Féminine (RDC) - Observatoire de la Société Civile pour le Minerais de Paix (RDC) - Oeil des Victimes des Violations des Droits de l'Homme (RDC) - ONGDH Bunkete (RDC) - ONGDH NSADISA (RDC) - Organisation Peace and Human Dignity for Development (RDC) - Parlement des Jeunes (RDC) - Pax Christ Butembo (RDC) - Pax Dei (RDC) - Promotion de la Santé des Droits de la Femme et Enfants (RDC) - Regroupement des Femmes pour le Développement (RDC) - REPAJUMA Watu (RDC) - Réseau d'Actions Citoyennes pour la Démocratie (RDC) - Réseau d'Organisations des Droits Humains d'Education Civique et de Paix (RDC) - Réseau de Solidarité Indépendante de Défense des Droits Humains (RDC) - Réseau des Journalistes Amis des Enfants (RDC) - Réveil des femmes pour le Développement Intégré (RDC) - Sansa Bana (RDC) - Save communities in Conflicts (RDC) - Solidarité des Organisations de Défense des Droits de l'Homme du Kasai (RDC) - Synergie de la Société Civile pour les Élections (RDC) - Synergie des ONGs Congolaises pour la lutte contre les Violences Sexuelles (RDC) - Synergies des ONGs Congolaises pour les Droits des Victimes (RDC) - Synergie Ukingo Wetu (RDC) - Union d'Actions pour les Initiatives de Développement (RDC) - Union des Comités pour le Développement (RDC) - Union des Jeunes pour le Changement et les Droits des Marginalisés (RDC) - Union pour la Protection, la Défense des Droits Humains et l'Environnement (RDC) - Vision Humanitaire pour le Développement (RDC) - Vision Justice pour Tous (RDC) - Vision Sociale (RDC) - Voix des Opprimés pour les Droits de l'Homme (RDC) - Volontaires en Action pour le Droit et le Développement (RDC) - Amnesty International Côte D'Ivoire - Centre Féminin pour la Démocratie et les Droits Humains en Côte D'Ivoire (Côte D'Ivoire) - Coalition Ivoirienne des Défenseurs des Droits Humains - Coalition Ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale - Fondation Djigui (Côte D'Ivoire) - Groupe de Travail sur les Organes et Traites des Nations Unie (Côte d'Ivoire) - L'Organisation des Femmes Actives de Côte D'Ivoire - Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (Côte D'Ivoire) - LONG Action Humaniste de la Côte d'Ivoire - Mouvement des Peuples pour l'Éducation aux Droits Humains (Côte d'Ivoire) - Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme - Playdoo (Côte D'Ivoire) - Réseau Equitas Côte d'Ivoire (Côte d'Ivoire) - SOS EXCLUSION (Côte d'Ivoire) - H u m a n Rights Concern (Érythrée) - Association for Human Rights in Ethiopia - Africa Center for International Law and Accountability (Ghana) - Africa Legal Aid (Ghana) - Amnesty International Ghana - Ghana Center for Democratic Development - Association des victimes du camp Boiro (Guinée) - Association des victimes, parents, et amis du 28 septembre, 2009 (Guinée) - Les Mêmes droits pour tous (Guinée) - Organisation Guinéenne de Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen (Guinée) - Africa Centre for Open Governance (Kenya) - Amnesty International Kenya - International Center for Policy and Conflict (Kenya) - International Commission of Jurists-Kenya (Kenya) - Kenya Human Rights Commission - Kenyans for Peace with Truth and Justice - Regional Watch for Human Rights (Liberia) - Rights and Rice Foundation (Liberia) - Centre for Human Rights and Rehabilitation (Malawi) - Centre for the Development of People (Malawi) - Church and Society Programme, CCAP Synod of Livingstonia (Malawi) - MANGO Key Populations NGO Network (Malawi) - Maphunziro Foundation (Malawi) - Association Malienne des Droits de l'Homme (Mali) - Coalition Malienne pour la Cour Pénale International (Mali) - Forum for the Future (Namibie) - NamRights (Namibie) - Access to Justice (Nigeria) - Affirmative Action Initiative for Women (Nigeria) - Civil Resource Development and Documentation Centre (Nigeria) - Coalition of Eastern NGOs (Nigeria) - Media Concern Initiative for Women and Children (Nigeria) - Network on Police Reform in Nigeria (Nigeria) - Nigeria Coalition for the International Criminal Court - Socio-Economic Rights and Accountability Project (Nigeria) - Africa Freedom of Information Centre (Ouganda) - African Centre for Justice and Peace Studies (Ouganda) - DefendDefenders (East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project) (Ouganda) - Foundation for Human Rights Initiative (Ouganda) - International Refugee Rights Initiative (Ouganda) - Isis-Women's International Cross-Cultural Exchange (Ouganda) - Uganda Victim Foundation - Amnesty International Sénégal - Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (Sénégal) - Amnesty International Sierra Leone - Centre for Accountability and the Rule of Law (Sierra Leone) - Children Education Society (Tanzanie) - Tanzanian Coalition for Human Rights - Coalition Tchadienne pour la Cour Pénale Internationale - Southern Africa Centre for the Constructive Resolution of Disputes (Zambie) - Counselling Services Unit (Zimbabwe) - Global Zimbabwe Forum - Zimbabwe Diaspora Development Chamber - Zimbabwe Diaspora Elections Observer Mission - Zimbabwe Human Rights Association - Zimbabwe Lawyers for Human Rights - Action Mondiale des Parlementaires - Amnesty International - Coalition Globale Pour la Cour Pénale Internationale - Human Rights Watch - International Commission of Jurists - International Federation for Human Rights - International Justice Project - Waging Peace

Coalition Ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale (CI-CPI) - Siège social : Adjamé 80 Lgts - face Frat/Mat, bâtiment C. Porte 21  
06 BP : 1305 CIDEX 01Abidjan 06 - Tel. : (225) 20 37 11 10 / Fax : (225) 20 37 11 00 - Cel: (225) 59 97 84 63 / email : coalivoicpi@yahoo.fr

## Sommaire n°00 9

### P3- Les News de la CPI

#### P4- Éditorial

**Jusqu’au-delà du Rubicon rien que pour des intérêts égoïstes**

**Crossing the Rubicon only for the egoistic interests**

#### Campagne

**P5- Unis par des liens communs pour une Cour pénale internationale**

#### Dossier

**P6- Sidiki Kaba, Président de l’Assemblée des États Parties :**

**"Il faut vite circonscrire la crise entre la CPI et les états africains"**

**P8- Sidiki Kaba, President of the Assembly of States Parties :**

**"The crisis between ICC and African States must quickly be contained"**

**P10- William R. Pace, Président de la Coalition mondiale pour la CPI :**

**"Le Statut de Rome fait partie de l’héritage de Nelson Mandela laissé à l’humanité"**

• **L'Afrique doit en prendre soin**

**P12- William R. Pace, Convener, Coalition for the International Criminal Court :**

**"Rome Statute is part of the legacy of Nelson Mandela to humanity"**

• **Africa must take care**

**P14- Ali Ouattara, Président de la Coalition Ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale :**

**"La CPI pour la fin de l’impunité à travers une justice impartiale"**

**P16- "ICC can end impunity through impartial justice", according to Ali Ouattara, President of the Ivorian Coalition for the International Criminal Court**

**P18- Retrait de trois États africains de la CPI**  
**Aucun impact sur les procès en cours à La Haye**

**P19- Views of the international civil society**

**"Alarm bells is ringing"** James A. Goldston

**"Bensouda is not there to target Africans but to bring persons suspected of grave crimes to justice irrespective of their origins",** Evelyn Ankumah.

**P20- La société civile africaine se prononce**

- Me Armel NIYONGERE, Avocat au Barreau du Burundi :

**"Nkurunziza a peur d’être poursuivi pour ses crimes"**

- James Michel SONGA, Expert en Réforme de la Justice :

**"Nous voulons une justice égale et sans discrimination"**

- Xavier Macky Kisembo, Directeur Executif de l'ONG Justice Plus

#### International

**P22- Crise migratoire**

**Le défi de l’humanitaire**



## Les News de la CPI

Une sélection de Julien Sanou

### Les juges de la CPI modifient le Règlement de la Cour

Le 6 décembre 2016, les juges de la Cour pénale internationale (CPI) ont adopté des modifications à sept normes du Règlement de la Cour lors de leur 35<sup>ème</sup> session plénière. Les modifications apportées visent à améliorer l'efficacité des travaux de la Cour en offrant à l'ensemble des parties et des participants aux affaires portées devant elle une vision plus claire de certains points de procédure. Les modifications en question sont de nature technique, puisqu'elles concernent le nombre maximal de pages autorisé pour certains documents, des délais et d'autres points de procédure.

### Déclaration de Fatou Bensouda à propos de la situation au Darfour

La procureure de la CPI, Fatou Bensouda a présenté le vingt-quatrième rapport de son Bureau le 13 décembre 2016 à New York à propos de la situation au Darfour en application de la résolution 1593 (2005). Elle a regretté de constater que les cinq suspects qui tombent sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale dans le cadre de cette situation sont toujours en liberté. Il s'agit de MM. Omar Al Bashir, Abdel Raheem Hussein et Ahmad Harun, qui continuent d'exercer de hautes fonctions au sein du Gouvernement soudanais sans qu'ils aient à répondre de leurs actes devant la loi de sorte que leur culpabilité ou leur innocence puisse être établie. Qui plus est, M. Ali Kushayb poursuit, lui aussi, ses activités au sein des milices affiliées au Gouvernement soudanais qui opèrent au Darfour, tandis qu'un autre suspect, M. Abdallah Banda, est également toujours en fuite au Soudan.

### Le procès Ongwen s’ouvre devant la Cour pénale internationale

Le 6 décembre 2016, le procès dans l'affaire Le Procureur contre Dominic Ongwen s'est ouvert devant la Chambre de première instance IX au siège de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye, Pays-Bas. Dominic Ongwen est accusé de 70 chefs de crimes contre l'humanité et des crimes de guerre qui auraient été commis au nord de l'Ouganda. L'accusé a plaidé non coupable. Le Procureur de la Cour, Mme Fatou Bensouda, et le premier substitut du Procureur, Maître Benjamin Gumpert, ont ensuite pris la parole pour une déclaration liminaire.



**Coalition Ivoirienne pour La Cour Pénale Internationale**

**Siège social : Adjamé 80 Lgts face Frat/Mat, bâtiment C. Porte 21**  
**06 BP : 1305 CIDEX 01Abidjan 06 Tel.: (225) 20 37 11 10**  
**Cel.: (225) 59 97 84 63 / Fax: (225) 20 37 11 00**  
**e-mail : coalivoicpi@yahoo.fr**

**Dépôt légal en cours**

**Directeur de publication :** Ali Ouattara  
ouattaraali@yahoo.fr

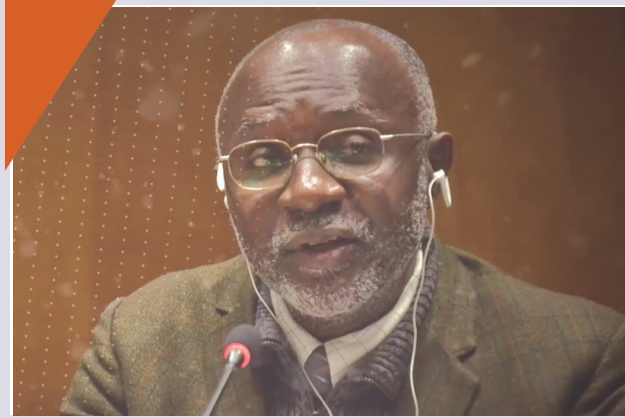
**Rédacteur en chef :** Alexis Noumé  
Cel. : [+225] 07 62 39 94  
alexis\_noumefr@yahoo.fr

**Graphisme :** Julien Sanou



## Jusqu'au-delà du Rubicon rien que pour des intérêts égoïstes

Par Ali Ouattara



de ces États au détriment des milliers de victimes qui demandent que justice leur soit rendue.

On le sait, le Président sud-africain, Jacop Zuma, a traversé des moments difficiles, menacé même de destitution par le peuple sud-africain pour avoir utilisé les *"deniers publics pour l'aménagement de sa résidence privé."* Il l'a d'ailleurs regretté publiquement. Et pour retourner favorablement l'opinion pour lui, le gouvernement sud-africain, dominé par l'ANC, parti au pouvoir dont Zuma en est le Président, a tout simplement décidé de quitter la CPI dont les relations avec la Commission de l'Union africaine, présidée par Mme Zuma, sont au point mort. Un coup de pouce de Mme Zuma à M. Zuma qui tente de lui retourner l'ascenseur au sommet de l'État au terme de son mandat. À dire vrai, ce sont pour des raisons de *"politique intérieure"* que l'Afrique du Sud quitte la Cour.

S'agissant du Burundi, nous reprenons en chœur avec Me Armel Niyongéré, Avocat au Barreau du Burundi, pour dire tout simplement que le Président burundais *"Nkurunziza a peur d'être poursuivi pour ses crimes"*, tout comme en Gambie avec le Président Yahya Jammeh dont les frasques, s'agissant des droits de l'homme et même de la bonne gouvernance, ont franchi le Rubicon rien que pour des intérêts égoïstes au détriment des victimes.

Des coups d'éclat rien que pour porter l'estocade à la Cour Pénale Internationale (CPI). Voilà comment nous pourrions qualifier le retrait des trois pays africains – Afrique du Sud, Burundi et Gambie – du Statut de Rome portant création de la CPI. Et dans une certaine mesure, la Russie qui retire, elle, sa signature.

Même s'il faut y voir *"l'expression d'un acte de souveraineté de ces États qui ont librement adhéré au Statut de Rome et qui ont le droit souverain de s'en retirer"*, comme le leur reconnaît Sidiki Kaba, Président de l'Assemblée des États Parties, il faut aussi le regretter avec lui pour la simple raison que ces différents retraits ne sont mus que par des intérêts égoïstes des dirigeants

## Crossing the Rubicon only for the egoistic interests

By Ali Ouattara  
Translated by Linda Gueye  
(New-York)

A dramatic demonstration just to strike a blow against the International Criminal Court (ICC). That is how we could call the withdrawals of the three African countries - South Africa, Burundi and Gambia - from the Rome Statute establishing the ICC. And to a certain extent Russia, which withdrew its signature.

Even if one has to acknowledge it, is *"the expression of an act of sovereignty by those States which have freely acceded to the Rome Statute and have the sovereign right to withdraw"*, as indicated by Sidiki Kaba, President of the Assembly of States Parties, it is nonetheless regrettable for the simple reason that these various withdrawals are driven only by the selfish interests of the leaders of these States to the detriment of the thousands of victims who demand that justice be served.

The President of South Africa, Jacob Zuma, has been through difficult times, even threatened by South Afri-

cans to be impeached for having used public funds for the development of his private residence. And to ensure a more favorable public opinion of the President, the South African government, led by the ANC, Zuma's party, has simply decided to leave the ICC whose relations with the Commission of the African Union chaired by Mrs. Zuma, are at a standstill - a push from Mrs. Zuma in favor of Mr. Zuma. Indeed, *"domestic policy"* is the reason why South Africa leaves the Court.

As for Burundi, we agree with Armel Niyongéré, attorney-at-law in Burundi, simply to say that Burundian President *"Nkurunziza is afraid of being prosecuted for his crimes"*, as in the Gambia with President Yahya Jammeh whose mischiefs, with regard to human rights and even good governance, have crossed the Rubicon just for selfish interests to the detriment of the victims.

## UNIS PAR DES LIENS COMMUNS Pour une Cour pénale internationale

SOUTENEZ LES VICTIMES — RENDEZ LA JUSTICE INTERNATIONALE VRAIMENT GLOBALE

Nous avons besoin de votre aide pour assurer la justice pour les victimes de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide dans le monde entier par le biais du système de justice internationale de la Cour pénale internationale (CPI).

À un moment de difficulté pour le système de la CPI et pour le monde dans son ensemble, nous croyons qu'une manifestation d'unité et de soutien au système de justice internationale de la CPI et du Statut de Rome est vitale pour assurer la protection des droits de l'homme partout alors que, de plus en plus, ils font face au racisme, à la discrimination, à l'hostilité, à la violence et à la répression partout dans le monde.

S'inspirant du préambule du Statut de Rome, déclarant que *"tous les peuples sont unis par des liens communs, mais cette mosaïque délicate peut briser à tout moment"*, la Coalition pour la Cour pénale interna-

tionale a lancé une campagne intitulée Unis par des liens communs, soulignant le caractère mondial du mandat et de la mission de la Cour, le mouvement mondial qui a mené à sa création et la volonté constante de rendre justice aux victimes dans toutes les parties du monde.

La société civile sait aussi bien que quiconque que l'accès à la justice reste inégal partout dans le monde et que la CPI peut améliorer sa lutte pour la justice. Mais nous restons convaincus que la solution réside dans une justice amplifiée et meilleure, pas amoindrie. La CPI étant confrontée à une opposition politique croissante à mesure qu'elle grandit, il est temps pour les gouvernements de faire en sorte que ce système de justice internationale fonctionne pour toutes les victimes, peu importe où elles se trouvent. C'est le moyen le plus efficace d'accroître l'acceptation de la CPI dans le monde et de renforcer l'efficacité du système du Statut de Rome.

### JOIGNEZ-VOUS À LA CAMPAGNE UNIS PAR DES LIENS COMMUNS

Dans cette période d'incertitude mondiale, unissons-nous dans un esprit de coopération, de collaboration et de solidarité autour des principes énoncés dans le Statut de Rome et rendons la justice internationale vraiment globale.

La vidéo de la campagne Unis par des liens communs cherche à raconter l'histoire réelle de la justice internationale pour contrer la profonde méconnaissance de la CPI et de sa mission d'apporter justice et paix au monde. Cette histoire est celle d'un mouvement mondial d'organisations et de militants de la société civile travaillant avec des États de petite et de moyenne taille et qui ont des idéologies semblables, afin de confronter les abus de pouvoir et de supporter les droits des victimes partout dans le monde.

Le nouveau site de la Coalition qui vient d'être lancé sert de plate-

forme pour les ressources et les moyens d'expressions de solidarité, avec notamment des emails pré-préparés adressés aux représentants élus et le logo de la campagne.

La campagne cherche à rallier des expressions de soutien (par écrit, visuels, vidéos, démonstrations) de la société civile mondiale, des États, des représentants d'organisations internationales et régionales, des milieux universitaires, des médias, des personnalités éminentes, des célébrités et du grand public.

Les participants à la campagne sont invités à réclamer :

- Une justice de la CPI vraiment globale ;
- Un renforcement de la CPI ; et
- Un soutien étatique plus important du système du Statut de Rome.

### COMMENT PARTICIPER À LA CAMPAGNE

1. Distribuez cette annonce dans vos réseaux ;
2. Partagez la vidéo de la campagne Unis par des liens communs
  - Lien YouTube <https://www.youtube.com/watch?v=FSLAe3jrCSg>
  - Lien Facebook <https://www.facebook.com/CoalitionfortheInternationalCriminalCourt/videos/10154062630138785/>
  - Lien Retweet: <https://twitter.com/ngos4justice/status/794205144267313152>
3. Participez publiquement à la campagne à travers des déclarations officielles, des campagnes, des messages sur les réseaux sociaux, des images, des vidéos, des événements, etc.
  - Messagerie suggérée
  - À travers la justice, la paix
  - Je supporte les victimes d'atrocités
  - Rendons la justice internationale vraiment globale

- Nous avons besoin d'une justice mondiale, d'une CPI puissante et de plus de soutien étatique pour la justice
- Les atrocités inimaginables sont à la hausse - le temps d'une justice globale est arrivé
- Rejoignez-nous dans la lutte pour une justice globale pour les génocides, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

Idées d'hashtags pour Twitter

- #VictimesEnPremier
- #UnisParDesLiensCommuns
- #UneCPIGlobale
- #LiensCommuns
- #UnisPourLaJustice

4. Utilisez et partagez les ressources sur la Coalition pour la CPI sur la page internet Unis par des liens communs.

### À PROPOS DE LA COALITION POUR LA CPI

La Coalition pour la CPI est un réseau de 2500 organisations de la société civile, petites et grandes, dans 150 pays luttant pour une justice globale pour les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et le génocide depuis plus de 20 ans. Nous avons facilité la justice internationale ; nous faisons maintenant de notre mieux pour qu'elle fonctionne.

Il y a actuellement dix enquêtes actives devant la CPI: la République Centrafricaine I & II ; la République Démocratique du Congo ; Darfour ; Soudan ; Kenya ; Libye ; Ouganda ; Côte d'Ivoire ; Mali et la Géorgie. La CPI a publiquement émis 33 mandats d'arrêt et neuf citations à comparaître. Quatre procès sont en cours. Il y a eu deux condamnations et

un acquittement. Huit examens préliminaires sont en cours, y compris dans des situations en Afghanistan, en Colombie, en Guinée, en Palestine, en Irak/Royaume-Uni, au Nigeria, en Ukraine et au Gabon. Le Bureau du Procureur a conclu des examens préliminaires relatifs au Honduras, au Venezuela, à la Palestine, à la République de Corée et aux Comores, déclinant dans chaque cas d'ouvrir une enquête.



## Sidiki Kaba, Président de l'Assemblée des États Parties :

# "Il faut vite circonscrire la crise entre la CPI et les États africains"

La Cour traverse des moments difficiles, surtout dans ses relations avec l'Afrique. Cependant, il faut croire aux vertus du dialogue. Un dialogue constructif pour obtenir un consensus dynamique autour de la CPI, fondé sur le respect et l'écoute attentive de ceux qui formulent contre elle des critiques légitimes, à en croire Sidiki Kaba qui propose 5 grands axes pour rétablir la confiance entre tous les acteurs. Nous proposons ici l'extrait de son discours à la tribune de la 15<sup>ème</sup> Session de l'Assemblée des États Parties à La Haye en novembre 2016.

N.B : Les titres et sous-titres des textes de MM. Sidiki Kaba, William R. Pace et de Ali Ouattara sont de la rédaction.



"Il est impératif de renforcer les moyens financiers, humains et logistiques du Bureau du Procureur de la CPI pour qu'il puisse mener des enquêtes dans tous les théâtres de conflits."

Je voudrais évoquer deux moments historiques de la longue et douloureuse gestation de la justice internationale.

### 1. De Nuremberg à Rome

Cette ville éternelle de l'humanité où l'humanité a porté sur les fonts baptismaux la première juridiction permanente internationale chargée de juger les plus hauts responsables présumés d'avoir perpétré les crimes qui froissent la conscience universelle, à savoir : les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité,

le génocide, et les crimes d'agression. Ce jour apparemment ordinaire du 17 juillet 1998 a soulevé un extraordinaire espoir de justice et de paix pour tous les êtres humains et tous les peuples du monde.

### 2. De New York à La Haye

Un autre moment historique vécu dans la salle du Conseil économique et social de l'ONU avec vous, le Prince Zeid, où vous présidiez cette réunion annonciatrice de l'atteinte du seuil des 60 ratifications nécessaires à l'entrée en

vigueur du Statut de Rome. Ce jour mémorable du mois d'avril ensoleillé de l'année 2002 a été marqué par une immense émotion qui a envahi la salle sous un tonnerre d'applaudissements. Ce jour, une belle utopie était devenue une réalité concrète et vivante qu'il va falloir dorénavant conjuguer avec les relations internationales. Pourquoi cette Cour est-elle subitement devenue la proie des critiques les plus virulentes l'assimilant à une juridiction pourvoyeuse d'une justice partielle, sélec-

tive, discriminatoire, voire, raciale et injuste ?

### Relations aux contours de crise entre la CPI et l'Afrique.

Aujourd'hui, un puissant sentiment d'injustice traverse le continent africain dont beaucoup de ressortissants perçoivent la CPI comme l'expression d'un impérialisme judiciaire qui veut punir ses dirigeants panafricanistes. Cette perception avait provoqué ces dernières années une tension quasi permanente dans les relations entre l'Afrique et la CPI. Elle a pris les contours d'une crise qu'il faut vite circonscrire depuis le retrait de trois États : le Burundi, l'Afrique du Sud et la Gambie.

Il faut le regretter, mais il faut y voir l'expression d'un acte de souveraineté de ces États qui ont librement adhéré au Statut de Rome et qui ont le droit souverain de s'en retirer. Je leur lance un appel solennel en leur disant : Ne partez pas. Chacun de ces pays a, au sein de l'Assemblée des États Parties, une contribution importante à apporter : la prévention et la non-répétition des crimes de masse.

### Ne partez pas, vous avez été entendus.

Je voudrais leur dire qu'ils ont été entendus, comme le sont ceux qui sont restés et qui réclament aussi une justice égale pour tous sans aucune discrimination selon que l'on soit un État faible ou fort, ou un État riche ou pauvre. Cela signifie que nous devons engager nos actions vers 5 directions :

**1. Travailler à l'universalité de la Cour** pour qu'elle passe d'une posture fictive d'universalité à une réalité effective d'une justice universelle, celle qui offre à toutes les victimes du monde, où qu'elles se trouvent, l'espoir d'une justice qui apaise le corrosif sentiment de vengeance. J'appelle donc tous les États à conjuguer leurs efforts pour convaincre les États qui ne l'ont pas encore fait à rejoindre le Statut de Rome, à défendre ses valeurs et à les promouvoir partout.

**2. Renforcer la complémentarité** pour que la justice soit rendue in situ par des systèmes judiciaires efficaces et performants, qui s'appuient sur les normes et garanties internationales. Ainsi la CPI, faut-il le répéter encore, n'est qu'une juridiction d'ultime recours, complémentaire de celles nationales. Si chacun juge chez soi les crimes relevant de la compétence du Statut, la CPI aura moins de travail. Mais elle restera plus qu'utile et nécessaire pour qu'elle réponde au besoin et à la quête légitime de justice des victimes souvent abandonnées à leur tragique sort.

**3. Il faut reformer la gouvernance mondiale** actuelle issue de Yalta qui confère le droit de veto à cinq grandes puissances qui peuvent l'exercer selon leurs intérêts géos-

tratégiques, distillant ainsi une justice à géométrie variable. Le droit de veto ne doit pas être un privilège. Il doit être une lourde responsabilité. Il doit être encadré lorsqu'il y a

délégitimeront les critiques portées contre la CPI laissant croire qu'elle est contre l'Afrique.

**5. Il faut mettre en place une communication inno-**

c'est un moment difficile. Mais je crois aux vertus du dialogue. Il faut nous atteler à engager ce dialogue constructif au sein de cette Assemblée (Assemblée des États-Parties :



"Il faut reformer la gouvernance mondiale actuelle issue de Yalta qui confère le droit de veto à cinq grandes puissances qui peuvent l'exercer selon leurs intérêts géostratégiques. Le droit de veto ne doit pas être un privilège."

crimes de masse. Sinon les Africains, comme du reste tous les autres peuples du monde, ne comprendront pas que les ressortissants ou dirigeants de certains États soient exonérés de toute poursuite alors que d'autres le sont ouvertement. D'où ce sentiment de deux poids deux mesures de la justice internationale qu'il importe de corriger tant qu'il est vécu comme une injustice historique. La CPI est elle-même victime de cette situation.

**4. Il faut renforcer les moyens financiers, humains et logistiques du Bureau du Procureur** pour qu'il puisse mener des enquêtes dans tous les théâtres de conflits. Ainsi, ce ne seront plus des Africains seuls qui seront devant la Cour. Les procès impliquant les ressortissants d'autres pays

vante via les réseaux sociaux pour mieux faire connaître la Cour et faire partager ses valeurs et ses principes, qui visent à instaurer un monde de paix, et qui offre à chaque individu les chances d'une vie meilleure fondée sur le respect des droits individuels et collectifs. Pour cela, il faut inclure les organes de la Cour, le Greffe, le Secrétariat, la Défense, les avocats, la société civile, les médias, la presse, les élus, les ONG... Tous les acteurs de la vie sociale, économique et culturelle. Il faut partager l'idée d'une justice pour tous, qui équivaudrait à une liberté pour tous, une égale dignité pour tous, et une paix pour tous.

Ce jour, le temps est maussade. Par analogie, faut-il dire que la Cour traverse un sale temps ? On ne peut nier que

ndlr) pour que nous obtenions des consensus dynamiques fondés sur le respect et l'écoute attentive de ceux qui formulent des critiques légitimes. N'oublions jamais que nous devons défendre l'indépendance et l'intégrité de la Cour qui fondent sa crédibilité. Elle a besoin d'un appui politique et diplomatique renforcés. Dans un monde traversé par l'extrémisme violent, et par de nouvelles menaces aux contours diffus et dangereux, il est plus qu'urgent et nécessaire de défendre l'idéal d'une justice pour tous sans discrimination, sans distinction d'aucune sorte, pour que nous puissions vivre dans la liberté et la paix notre humaine condition dans notre commune planète.



## Sidiki Kaba, President of the Assembly of States Parties :

# "The crisis between ICC and African States must quickly be contained"

The Court is going through a difficult moments, mostly in its relations with African continent. However, we must believe in the virtues of dialogue. A constructive dialogue to achieve a dynamic consensus around the ICC, based on respect for and careful consideration of those countries that have voiced legitimate criticisms, according to Sidiki Kaba, who suggested five main actions to restore trust between all of the actors. We propose here his speech at the rostrum of the 15<sup>th</sup> session of the Assembly of States Parties held in The Hague in november 2016.

**N.B :** The titles and subtitles of the speeches of M. Sidiki Kaba, M. William R. Pace and M. Ali Ouattara have been written by the editorial staff.

I would like to make mention of two historic moments in the long and painful process of maturation of international justice.

### 1. From Nuremberg to Rome

This Eternal City in the history of humanity is the place where humanity created the first international criminal court, set up to try the most high-ranking individuals believed responsible for having perpetrated crimes which offend the conscience of the world, namely, war crimes, crimes against humanity, genocide and crimes of aggression. This seemingly ordinary day 17 July 1998 – raised an extraordinary sense of hope for justice and peace for every individual person and for all the peoples of the world.

### 2. From New York to The Hague

Another historic moment was shared with Your Royal Highness Prince Zeid, in the chamber of the Economic and Social Council of the UN, at the session you presided over in which it was announced that the threshold of 60 ratifications had been crossed, thereby signalling the entry into force of the Rome Statute.



"Strengthen the financial, personnel and logistical resources of the Office of the Prosecutor so that investigations can be undertaken in all theatres of conflict."

That memorable sunny April day in 2002 was marked by a great wave of emotion which swept through the chamber to the sound of rapturous applause. That day, a utopian ideal had become a real and tangible reality which would, from that point onwards, need to be combined with interna-

tional relations. Why has this Court suddenly come under such virulent attack, criticised for rendering justice that is partial, selective, discriminatory and even racist and unequal ?

### Relations between Africa and ICC are permanently under the strain

The strain in the relations

between Africa and the ICC

Today, a strong sense of injustice is being felt throughout the African continent, as many Africans perceive the ICC to be an instrument of judicial imperialism which seeks to punish Pan-African leaders. In these last few years, this perception has resulted in an almost permanent strain in the relations between Africa and



"It more important to work towards achieving the universality of the Court so that this principle of universality is transformed from myth to reality"

the ICC. It has developed into a crisis which must quickly be contained following the withdrawal of three States from the ICC : Burundi, South Africa and Gambia.

These withdrawals are regretted but we must acknowledge that they are acts of sovereignty by these States – States which freely acceded to the Rome Statute, and which possess the sovereign right to withdraw from it. Let me make this solemn appeal to these States: Do not leave the ICC. Within the Assembly of States Parties, each of these countries has an important contribution to bring to bear: the prevention and non-recurrence of mass crimes.

### Don't go away, you have been heard

I wish to tell them that they have been heard, as have those other States which have remained within the fold and which also demand equal justice for all without any discrimination on the basis of whether a State may be weak or strong, rich or poor. This means that we need to take action in the following five areas – we must :

1. Work towards achieving the universality of the Court so that this principle of uni-

versality is transformed from myth to reality, ensuring effective universal justice which gives all victims in the world, wherever they may be, the hope of justice thereby serving to calm the corrosive desire for vengeance. I therefore exhort all States to combine their efforts to convince those States which have not yet done so to accede to the Rome Statute, to defend the Court's values and to promote them in every corner of the world.

2. Strengthen complementarity so that justice can be rendered in situ through effective and efficient legal systems, which adhere to international standards and safeguards. For – and let me repeat this once more – the ICC is a court of last resort that is complementary to national jurisdictions. If every State prosecuted the crimes listed under the Statute, the ICC would have less work. But it would remain most valuable and necessary as a court which answers the needs and the legitimate quest for justice of victims who are often abandoned to their tragic fate.

3. Reform the current system of world governance (with its roots in the Yalta conference), which grants the

right of veto to five major powers, allowing them to exercise this right according to their own geostrategic interests, thereby creating a two-tier justice system. The power of veto should not be considered a privilege but, rather, a heavy responsibility. It should be restricted in instances involving mass crimes. Otherwise African nationals, as per all other peoples in the world, will fail to understand why nationals and leaders of certain States should be exempt from all criminal proceedings whereas others are openly prosecuted. This reinforces the impression that international justice applies double standards, an impression which we must correct before it is perceived as a historical injustice. The ICC is itself a victim of this situation.

4. Strengthen the financial, personnel and logistical resources of the Office of the Prosecutor so that investigations can be undertaken in all theatres of conflict. Thus, we would no longer see only African nationals before the Court. Trials of nationals from other countries would serve to delegitimize the criticism levelled at the ICC that it is against Africa.

5. Put in place an innovative

communication strategy through social media in order to make sure that the Court is better known and to share its values and principles, aimed at building a peaceful world, offering every individual the chance of a better life based on respect for individual and collective rights. To achieve this, we must include the organs of the Court, the Registry, members of civil society, the media, the press, elected representatives, NGOs... All of the actors making up our social, economic and cultural life. We must share the common idea of justice for all, which corresponds to freedom for all, equal dignity for all and peace for all.

Today, the weather outside is gloomy. Should we, by analogy, reflect that the Court is passing through a dark time? We certainly cannot deny that this is a difficult time. But I believe in the virtues of dialogue. We must commit ourselves to engage in this constructive dialogue at this Assembly with a view to finding a dynamic consensus based on respect for and careful consideration of those countries that have voiced legitimate criticisms. We must never forget our duty to defend the independence and integrity of the Court which lie at the heart of its credibility as an institution. The Court needs stronger political and diplomatic support. In a world racked by violent extremism, and facing new pervasive and dangerous threats, it is ever more urgent and necessary to defend the ideal of justice for all, without discrimination, without distinction of any kind, so that we may live our lives in freedom and in peace: sharing a common humanity in a shared planet.



William R. Pace, Président de la Coalition mondiale pour la CPI :

## "Le Statut de Rome fait partie de l'héritage de Nelson Mandela laissé à l'humanité"

### • L'Afrique doit en prendre soin

**Bill, comme on l'appelle affectueusement, est lui aussi soucieux de l'avenir de la Cour qui ne bénéficie pas toujours d'un budget conséquent pour mener à bien sa mission. Il interpelle l'Afrique à demeurer dans le giron de la CPI, car pour lui, cette instance judiciaire internationale fait partie des grandes victoires de Nelson Mandela que les Africains devraient en prendre soin comme la prunelle de leurs yeux.**

La Cour Pénale Internationale et l'engagement dans le système du Statut de Rome sont des moyens essentiels pour promouvoir le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme ; et donc, contribuer à une paix durable conformément aux objectifs et aux principes de la Charte des Nations-Unies à travers la liberté, la sécurité, la justice, l'État de droit, ainsi que la prévention des conflits armés, la préservation de la paix et l'avancement de la consolidation de la paix après les conflits et la réconciliation.

#### La justice et la paix sont complémentaires

La justice et la paix sont complémentaires et se renforcent mutuellement. Le Statut de Rome offre un cadre modèle pour ce processus de paix inclusif, qui doit incorporer – en plus de la protection de futures victimes par la stabilisation des situations de conflit – la justice et la responsabilité pour les victimes d'atrocités à travers des examens et des enquêtes justes et effectives.

Chaque gouvernement a la responsabilité de protéger sa population contre le génocide, les crimes de guerre, et les crimes contre l'humanité, en reconnaissant que la conscience de l'humanité continue d'être profondément choquée par les atrocités inimaginables dans différentes parties du monde. Il y a un besoin urgent de mettre fin et de dissuader ces plus graves crimes qui préoccupent la communauté internationale et d'éradiquer l'impunité que jouissent les auteurs de ces crimes.



"Chaque gouvernement a la responsabilité de protéger sa population contre le génocide, les crimes de guerre, et les crimes contre l'humanité."

#### Le rôle central de la Cour dans la consolidation de la paix

La Cour joue un rôle central dans les processus de consolidation de la paix en tant que seule Cour pénale internationale permanente dans un système de justice pénale internationale en évolution, notamment parce qu'elle garantit et met en œuvre de façon durable la justice internationale.

Ces déclarations constituent le début du document de politique principal de l'Assemblée (Assemblée des États-Parties) et sont fondamentales pour les ONGs ainsi que pour les États Parties.

ties : ndlr) et sont fondamentales pour les ONGs ainsi que pour les États Parties.

#### Le retrait de certains États de la Cour est une préoccupation

Entre quatre et cinq cents représentants des organisations membres de la Coalition à travers le monde participent à l'Assemblée des États Parties cette année (2016 : ndlr). Les décisions de trois gouvernements (Afrique du Sud, Burundi et Gambie : ndlr) de se retirer sont une grave préoccupation pour la Coalition. Des centaines d'organisations et de ré-

seaux de la société civile africaine ont écrit aux chefs d'États africains et aux ministres des Affaires Étrangères et de la Justice en exprimant leur soutien au Statut de Rome et à la Cour Pénale Internationale.

Les développements relatifs aux retraits de l'Assemblée de la CPI démontrent que les forces de retrait et de désunion politique se répandent au sein de l'ordre juridique international – y compris, par exemple, au sein des institutions inter-américaines et de l'Union européenne.

L'Assemblée et la CPI sont nées avec le gouvernement le plus puissant dans le monde menant une campagne de quatre années pour détruire la Cour. Les architectes de cette politique reviennent au pouvoir en janvier (2017 : ndlr).

Par conséquent, la protection et la défense du Statut de Rome et de la CPI, ainsi que toutes les lois et institutions relatives aux droits de l'homme sont devenues considérablement plus importantes en quelques semaines seulement. Ce système historique du droit pénal international est l'achèvement des démocraties de petite et moyenne puissances. Maintenant, vous devez vous lever à nouveau, et la Coalition mondiale des Organisations de la société civile se tiendra et se battra avec vous.

#### Le défi de la mobilisation des ressources financières

Un défi immédiat à cette Assemblée des États Parties sera le budget de la CPI pour 2017. Nous enjoignons le G7+2 à ne pas utiliser le budget pour exercer des pressions politiques inappropriées sur le Bureau du Procureur et la Cour. Les ONGs ne sont pas naïves au point de ne pas voir



"Le Statut de Rome fait partie de l'héritage que je lègue à l'humanité. C'est pourquoi mon pays, l'Afrique du Sud, ne doit pas être en dehors de la CPI", aurait martelé Nelson Mandela à son peuple.

que la strangulation systématique des institutions des droits de l'homme et du droit international partout dans le monde est le résultat de l'austérité – c'est politique.

#### L'héritage de Mandela légué à l'humanité

Distingués délégués, nos membres espèrent sincèrement que le gouvernement de l'Afrique du Sud maintiendra sa fabuleuse constitution post-apartheid et sa loi de mise en œuvre, l'une des lois les plus avancées au monde. Ces ac-

complissements et le Statut de Rome font partie de l'héritage de Nelson Mandela. Il est tragique de rappeler, si peu d'années après, le sort actuel d'énormes espoirs que nous avions pour un leadership mondial, inspiré par le président Mandela.

Alors que nous approchons de l'élection de six nouveaux juges l'an prochain (2017 : ndlr), d'un nouveau Bureau, d'un Président et des officiers de l'Assemblée des États Parties, et peu après d'un nouveau président et chef de file de la

CPI, nous prions les gouvernements d'améliorer leurs pratiques électorales.

Chers délégués et collègues, alors que nous approchons le 20<sup>ème</sup> anniversaire du Statut de Rome en 2018, nous consacrons notre réseau global à soutenir l'Assemblée des États Parties et la CPI. Les principales recommandations de la Coalition pour la 15<sup>ème</sup> session de l'Assemblée des États Parties peuvent être trouvées ici.



William R. Pace, Convener, Coalition for the International Criminal Court :

## "Rome Statute is part of the legacy of Nelson Mandela to humanity"

### • Africa must take care

Bill, as he's affectionately called, is deeply preoccupied by the future of the Court which doesn't always have a substantial budget to carry on its mission. He appealed to Africa to remain in the ICC's womb, since this international judicial institution is one of the great victories of Nelson Mandela that Africans should be able to take care of as the apple of their eyes.



"Justice and peace are complementary and mutually reinforcing, and the Rome Statute system provides a model framework for that inclusive peace process, which must incorporate justice and accountability for existing victims of atrocities through fair and effective investigations and proceedings."

The International Criminal Court and engagement in the Rome Statute system are essential means of promoting respect for international humanitarian law and human rights, thus contributing to

sustainable peace in accordance with the purposes and principles of the Charter of the United Nations through freedom, security, justice, and the rule of law, as well as through the prevention of armed

conflict, the preservation of peace, and the advancement of post-conflict peace-building and reconciliation.

**Justice and peace are complementary**

Justice and peace are complementary and mutually reinforcing, and the Rome Statute system provides a model framework for that inclusive peace process, which must incorporate – in addition to the

protection of future victims through the stabilization of conflict situations – justice and accountability for existing victims of atrocities through fair and effective investigations and proceedings.

Each government has a responsibility to protect its population from genocide, war crimes, and crimes against humanity, recognizing that the conscience of humanity continues to be deeply shocked by unimaginable atrocities in various parts of the world. There is an urgent need to both end and deter these most serious crimes of concern to the international community, and to eradicate impunity for the perpetrators of these crimes.

### The central role of the Court in the peace-building

The Court plays a central role in peace-building processes as the only permanent international criminal court within an evolving system of international criminal justice, not least through the Court's contribution to guaranteeing lasting respect for, and the enforcement of, international justice.

These statements comprise the beginning of the Assembly's main overall policy document, and are as fundamental to NGOs as to States Parties.

Distinguished delegates, between four and five hundred representatives of Coalition member organizations from throughout the world are participating in this year's Assembly of States Parties.

### The withdrawal of some States in the ICC is a tremendous matter

The decisions of three governments to withdraw are a matter of tremendous concern to the Coalition. This week,



"One immediate challenge at this Assembly of States Parties will be with the 2017 ICC budget."

hundreds of African civil society organizations and networks have written to African Heads of State, and foreign and justice ministers, strongly supporting the Rome Statute and the International Criminal Court.

The withdrawal developments in the ICC Assembly reflects forces of withdrawal and political disunion spreading across the international legal order – including, for example, withdrawals from Inter-American institutions and in the European Union.

The Assembly and the ICC were born with the most powerful government in the world waging a four year campaign to kill the Court. The architects of that policy are returning to power in January.

Thus, protecting and defending the Rome Statute and the ICC, and all humanitarian and human rights laws and institutions, has become exponentially more important in just

the last few weeks.

This historic system of international criminal law was an achievement of the world's middle- and small-sized democracies. Now you must stand up again, and the global Coalition of civil society organizations will stand and fight with you.

### The challenge of the 2017 ICC budget

One immediate challenge at this ASP will be with the 2017 ICC budget. We appeal to the G7+2 to not use the budget to make inappropriate political pressure on the OTP and the Court. NGOs are not so naïve to recognize the systematic strangulation occurring to human rights and international law institutions worldwide is due to austerity – it is political.

### The legacy of President Mandela to humanity

Distinguished delegates, our members sincerely hope the

government of South Africa will maintain their tremendous post-apartheid constitution and their implementation act – one of the most advanced laws in the world. These achievements and the Rome Statute are part of the legacy of Nelson Mandela. It is tragic to recall, so few years later, the current fate of tremendous hopes we held for inspired world leadership, inspired by President Mandela.

As we approach next year's elections of six new judges, new bureau, President and officers at the Assembly of States Parties, and soon afterwards a new President and leadership of the ICC, we plead with the governments to improve your election practices.

Delegates and colleagues, as we approach the 20th anniversary of the Rome Statute in 2018, we dedicate our global network to support the Assembly of States Parties and ICC.



## Ali Ouattara, Président de la Coalition Ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale :

### “La CPI pour la fin de l’impunité à travers une justice impartiale”

À l’instar des sommités de ce monde, le président de la Coalition ivoirienne pour la Cour pénale internationale, Ali Ouattara, a lui aussi pris la parole à la tribune de la 15<sup>ème</sup> Assemblée des États Partis de CPI en novembre 2016 à La Haye pour interpellier aussi bien la Cour que la Côte d’Ivoire à une franche coopération au profit des victimes qui ont soif de justice.

Le Statut de Rome portant création de la Cour Pénale Internationale a été signé par l’État de Côte d’Ivoire le 30 novembre 1998. Des raisons liées à l’incompatibilité de ce traité avec la Constitution ivoirienne du 1er août 2000 soulevées par le Conseil Constitutionnel ont souvent été évoquées pour justifier l’impossibilité en l’état de sa ratification. C’est donc le 15 février 2013 que la Côte d’Ivoire a ratifié le Statut de Rome instituant la CPI.

#### La CPI pour la fin de l’impunité à travers une justice impartiale

La Coalition Ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale (CI-CPI) et les Organisations des droits humains en Côte d’Ivoire, soucieuses de la protection et de la défense des droits de la personne humaine, consciente que la CPI peut mettre fin à l’impunité, sanctionner les auteurs de crimes les plus graves et surtout ramener une paix durable à travers une justice indépendante et impartiale, ont toujours œuvré depuis la crise militaro-politique de 2002 pour que justice soit rendue aux nombreuses victimes des crimes de guerre et crimes contre l’humanité de tous les bords politiques. La société civile ivoirienne a donc accueilli favorablement l’ouverture d’enquête en Côte d’Ivoire sur toutes les périodes du conflit.

Toutefois, la stratégie d’enquêtes et de poursuites du procureur est aujourd’hui sujette à controverse. Nous croyons qu’elle devra rester la plus objective et impartiale possible pour ne pas laisser aux populations ivoiriennes et aux victimes de cette crise, le sentiment d’une justice à deux vitesses, une justice des



"Depuis l'éclatement de la crise ivoirienne en septembre 2002, nous avons toujours œuvré pour que justice soit rendue à toutes les victimes parce que conscients que la CPI peut mettre fin à l'impunité et ramener la paix."

vainqueurs. Le fait que pour l’instant, seul un camp a fait l’objet de poursuite de la CPI, le fait que jusqu’à ce jour, trois mandats d’arrêt ont été émis pour une seule des parties belligérantes, met en cause la crédibilité de la Cour et à mal la réconciliation nationale. La condition pour une paix durable en Côte d’Ivoire, c’est la prise en compte devant la CPI des auteurs de crimes de toutes les parties impliquées. Il faut éviter la répétition des crimes par les bourreaux et la vengeance

pour les victimes.

#### L’impunité d’aujourd’hui est le crime de demain

Le pays sort à peine d’une crise profondément violente qui a atteint son paroxysme lors des violences post-électorales d’octobre et de novembre 2010, qui ont causé une grande souffrance à tous les groupes politiques, régionaux et religieux. L’acceptation en octobre 2011 par les juges pour l’ouverture d’une enquête



"La situation des victimes en Côte d'Ivoire n'a pas véritablement changé depuis l'ouverture des enquêtes et le démarrage du procès de Laurent Gbagbo et de Charles Blé Goudé. Et la frustration monte."

avait suscité beaucoup d’espoir pour les milliers de victimes qui soutenaient dans leur ensemble la Cour. Malheureusement, force est de constater que la situation des victimes n’a pas changé depuis l’ouverture de cette enquête et le démarrage du procès de Laurent Gbagbo et de Charles Blé Goudé. Et la frustration monte. Un grand nombre de victimes ne croient plus en la CPI. Elles trouvent les procédures longues, se sentent abandonnées tant au niveau de leur participation qu’au niveau de leur prise en charge aussi bien par le greffe que par le Trust Funds. (Rapport de sondage Coalition Ivoirienne pour la CPI 2015).

Le Fonds au profit des vic-

times doit rapidement entrer en action en Côte d’Ivoire afin de soulager les victimes dans leur ensemble mais surtout pour celles encore dans des situations précaires et de détresse.

La volonté politique des autorités ivoiriennes en faveur de la CPI corroborée par les étapes franchies par la Côte d’Ivoire ces dernières années dans la ratification du Statut de Rome instituant la CPI et dernièrement par la déclaration du président ivoirien affirmant ne pas se retirer de la CPI, constituent un signal fort pour la CPI afin qu’elle puisse jouer son rôle d’arbitre juste et équitable dans l’enquête actuelle et les enquêtes à venir.

Toute fois, la Côte d’Ivoire

doit continuer de coopérer avec la CPI même si beaucoup d’efforts sont faits actuellement par le pays dans le cadre de la complémentarité (procès Mme Simone Gbagbo).

Dans le même temps, et afin de surmonter ces nombreux défis, la CPI doit avoir une attitude proactive pour engager la population, en intensifiant ses activités de communication et de sensibilisation (le personnel du Bureau local d’Abidjan doit être renforcé et la nomination d’un nouveau coordonnateur chargé de la sensibilisation doit être une urgence pour rendre plus efficace le travail de la Cour en intensifiant sa présence sur le terrain) pour combattre la désinformation menées par des

personnages puissants et dans les médias, pour former l’opinion sur l’éventail de problèmes liés aux victimes, et améliorer l’efficacité de son administration de la justice.

Au final, la crédibilité de la CPI et celle de l’État de droit en Côte d’Ivoire dépendront de la capacité de la Cour à répondre et à gérer les attentes des victimes en matière de justice. Par conséquent, investir dans la justice aujourd’hui signifie faire des économies demain, au niveau financier mais également en termes de vies humaines. La justice c’est donc la paix durable et le développement harmonieux de nos États.



# ICC can end impunity through impartial justice,

according to Ali Ouattara, President of the Ivorian Coalition for the International Criminal Court

Like the other leaders of this world, the President of the Ivorian Coalition for the International Criminal Court, Ali Ouattara, also spoke at the rostrum of the 15<sup>th</sup> Assembly of States Parties of ICC in november 2016 in The Hague. He invited ICC together with Côte d'Ivoire for a frank cooperation which would be benefit for victims who are thirsty for justice.



Yahya Jammeh of Gambia



Pierre Nkurunziza of Burundi

The Rome Statute, which established the ICC, was signed by Ivory Coast on november 30, 1998. The incompatibility of this treaty with Ivory Coast's Constitution of august 1st, 2000, was

raised by the Constitutional Council to justify the impossibility of the ratification by the state. Finally, Ivory Coast ratified the Rome Statute establishing the ICC on february 15, 2013.

## ICC can end impunity through impartial justice

The Ivorian Coalition for the ICC (CI-CPI), and human rights organisations in Ivory Coast, concerned with the protection and defence of

human rights; recognising that the ICC can end impunity, punish the perpetrators of the most serious crimes, and above all bring lasting peace through independent and impartial justice, have worked since the 2002 political-military crisis to bring justice to the many victims of war crimes and crimes against humanity regardless of political affiliation. Ivorian civil society therefore welcomed the opening of investigations in Ivory Coast into all periods of the conflict.

However, the investigations and prosecutions by the Office of the Prosecutor are today subject to controversy. We believe that they should remain as objective and impartial as possible so as not to create the feeling of a two-speed justice to the Ivorian population and the victims of this crisis. The fact that currently only one political party has been under investigation by the ICC and that three warrants of arrest have been issued for only one of the belligerent parties, calls into question the credibility of the Court and hurts the national reconciliation. The conditions for a lasting peace in Ivory Coast rely on the accountability of perpetrators of crimes from all the parties involved before the ICC.

## Today's impunity is tomorrow's crime

The country is just now

emerging from a crisis that peaked in the post-election violence in november 2010, which caused great suffering to all political, regional, and religious groups. The October 2011 agreement by the judges to begin an enquiry has aroused hope for the thousands of victims who support the court.

Unfortunately, the situation of victims has not changed since the opening of this inquiry and the start of the trials of Laurent Gbagbo and Blé Goudé. And the frustrations increase. Many victims no longer believe in the ICC. They find the procedures long, and feel their participation has been abandoned by the Registry and the Trust Fund for Victims (Report of the Ivorian Coalition for the

ICC 2015).

The Trust Fund for Victims must quickly take action in Ivory Coast to alleviate victim's suffering, especially those still in precarious situations and in distress. In order to do this, it is imperative that states give the Fund the necessary financial resources to be able to respond to the needs of victims as quickly as possible.

The political will of the Ivorian authorities in support of the ICC is corroborated by the concrete steps taken by Ivory Coast in recent years to ratify the Rome Statute establishing the ICC, and most recently in the statement by the President of Ivory Coast affirming that Ivory Coast will not withdraw from the ICC. These constitute strong signals of support

for the ICC to continue as a fair and equitable arbitrator in current and future investigations.

Ivory Coast must continue to cooperate with the ICC, even if many efforts are currently being made by the State in the context of complementarity (trial of Mrs. Simone Gbagbo).

At the same time, in order to overcome these many challenges, the ICC must be proactive in engaging the population, by intensifying its communication and awareness-raising activities (the staff of the local office in Abidjan must be strengthened and the nomination of a new coordinator in charge of awareness-raising must be a priority to improve the efficiency

of the Court's work and strengthen its presence on the ground) to combat disinformation by powerful people and the media, to develop opinions victim issues, and to improve the efficiency of its administration of justice.

Finally, the credibility of the ICC and that of the rule of law in Ivory Coast will depend on the Court's ability to respond to and manage victims' expectations of justice. Therefore, investing in justice today means savings tomorrow, both financially and in terms of human lives. Justice is thus the enduring peace and harmonious development of our States.



"The Trust Fund for Victims must quickly take action in Ivory Coast to alleviate victim's suffering, especially those still in precarious situations and in distress."



## Retrait de trois États africains de la CPI

### Aucun impact sur les procès en cours à La Haye

L'Afrique du sud, le Burundi et la Gambie ont décidé de quitter la Cour Pénale Internationale au grand dam des défenseurs des droits humains et des victimes de crimes graves. Réaction de la CI-CPI.

La Coalition ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale (CI-CPI), dès le 2 novembre 2016 à son siège sis à Abidjan, a dénoncé cette fuite en avant de certains dirigeants africains. Selon le président de la Coalition, Ali Ouattara, le fait que ces pays se retirent du Statut de Rome ne va en rien être un obstacle aux procès en cours à La Haye. "Contrairement à ce que pensent certains, ces retraits n'auront aucun effet sur le procès de Laurent Gbagbo et Blé Goudé", a affirmé l'expert en Justice internationale. Puis d'ajouter : "Même s'il est vrai que beaucoup de pays afri-

cains sont en situation, il faut aussi reconnaître que la plupart de ces poursuites sont le fait de ces États eux-mêmes. Arrêtons d'affirmer à tout moment que la CPI est contre les Africains." Pour étayer ses propos, Ali Ouattara rappelle que Laurent Gbagbo a invité la Cour à enquêter dans les affaires ivoiriennes avant de faire marche-arrière quand il a senti que son camp serait épinglé par les poursuites. Il en est de même du président Alassane Ouattara qui a saisi la CPI pour connaître des crimes graves de la crise post-électorale, a souligné l'activiste des droits humains. Idem

pour les présidents ougandais Yoweri Museveni, congolais Joseph Kabila... A ses yeux, le retrait de certains États sacrifie les victimes des crimes graves sur l'autel des dirigeants africains qui disposent ainsi du permis de tuer en toute impunité. Pour lui, être membre de la Cour donne au contraire la souveraineté judiciaire aux États qui jouissent de la primauté des affaires et des poursuites. "C'est en restant État-partie qu'on devient fort judiciairement. En se retirant, l'État en question se fragilise l'État d'abord avant de fragiliser la CPI, mais surtout les victimes", regrette Ali

Ouattara. Il se réjouit tout de même de la volonté affichée du Président Alassane Ouattara qui a déclaré qu'il ne suivra pas la démarche de ceux qui quittent la Cour. "Il a en souci la lutte contre l'impunité, l'instauration de la paix et nous l'en félicitons pour cela. Cependant, le Président Alassane Ouattara doit aller au bout de sa démarche en accélérant la réforme du Code pénal pour le rendre enfin conforme au Statut de Rome", a insisté le patron de la CI-CPI.

Nomel Essis



ICC TRIAL, THE HAGUE

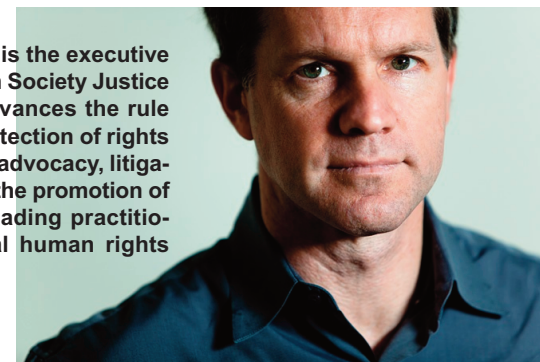
"Même s'il est vrai que beaucoup de pays africains sont en situation, il faut aussi reconnaître que la plupart de ces poursuites sont le fait de ces États eux-mêmes."

## Views of the international civil society

### "Alarm bells is ringing"

James A. Goldston

James A. Goldston is the executive director of the Open Society Justice Initiative, which advances the rule of law and legal protection of rights worldwide through advocacy, litigation, research, and the promotion of legal capacity. A leading practitioner of international human rights and criminal law.



The news that three African states – Burundi, South Africa and Gambia – will quit the International Criminal Court marks a setback in the long struggle against impunity for grave crimes. Although the politics are specific to each country, the common thread underlying each of the three departures is cynical self-interest.

A number of Burundi's current leaders no doubt fear that the Court, currently conducting a preliminary inquiry, may charge them with crimes against humanity for political violence which has taken the

lives of hundreds of civilians and forced hundreds of thousands to flee. Indeed, Burundi's notice of ICC withdrawal immediately followed its suspension of the activities of the UN human rights office to protest a UN report implicating the country's security forces in massive rights violations.

The Gambia's president, Yahya Jammeh, who came to power 22 years ago in a military coup and once infamously threatened human rights defenders with death, has been spouting further incendiary rhetoric in the run-up

to elections this December (2016). His Minister of Information's characterization of the ICC as "an International Caucasian Court for the persecution and humiliation of people of color, especially Africans", seems designed to employ anti-ICC rhetoric to hide the facts of the regime's ugly record.

South Africa, whose own history embodies the triumph of democracy and the rule of law over racial apartheid, has no reason to fear ICC prosecution. However, President Jacob Zuma has been fighting for his political life since elec-

tions this August (2016) dealt an embarrassing blow to his governing African National Congress. Exiting the Court now positions South Africa to reclaim continental leadership on a decisive question, and aims (perhaps unsuccessfully, as legal challenges are underway) to remove the threat of imminent condemnation by its own Constitutional Court for the government's refusal to arrest Sudanese President Omar al-Bashir, an ICC fugitive, during a visit last year.

James A. Goldston

**"Bensouda is not there to target Africans but to bring persons suspected of grave crimes to justice irrespective of their origins", Evelyn Ankumah.**

African states played an important role in the creation of the ICC. The first country in the world to accede to the ICC Statute also called the Rome Statute is the African state of Senegal. Many of the cases before the ICC were submitted by African states themselves against their own nationals alleged to have committed ICC crimes. These include Uganda, the Central African Republic (CAR), the Democratic Republic of Congo (DRC), Côte D'Ivoire even before it became an ICC state party, and Mali. These self-referrals were not even

envisaged under the ICC Statute.

Kenya is a situation in which the Prosecutors exercised their proprio motu powers- this is the power of the Prosecutor to initiate his/her own investigations. The ICC took Kenya on only after the Kenya government's repeated failure to address the 2007-2008 post-election violence at the domestic level. It is often said that Kenyans were the ones who brought themselves to the ICC. You've probably heard the Kenyan slogan "let's not be vague, let's go to Hague," and to Hague they

came.

Having said this, it is also true that no non-African case has reached the trial stage before the ICC. We do know that the Prosecutor has started investigations in Georgia. As well, in the Prosecutor's recent annual Report on Preliminary Examination Activities (2016), says "war crimes of torture and related ill-treatment" by American soldiers took place in secret detention facilities in Afghanistan. The report also states that 'other outrages upon personal dignity appear to have occurred in Afghanistan and other ICC member

states – Poland, Romania and Lithuania.

So, we may conclude that the African Prosecutor Fatou Bensouda is not there to target Africans but to bring persons suspected of grave crimes to justice irrespective of their origins.

The countries that are withdrawing may have their own self-serving internal and political reasons for doing so. It is not because the ICC did anything wrong. On the contrary, the ICC is living up to its mandate.

Evelyn Ankumah, Executive Director of Africa Legal Aid



## La société civile africaine se prononce

**Me Armel NIYONGERE, Avocat au Barreau du Burundi :**

### "Nkurunziza a peur d'être poursuivi pour ses crimes"



"Il faut savoir que la Cour Pénale Internationale ne remplace pas les juridictions locales, c'est plutôt une Cour de complémentarité."

**Présentez-vous (votre fonction, votre organisation et sa mission)**

Je réponds au nom de Maître Armel NIYONGERE, Avocat au Barreau du Burundi, Président de l'Acat-Burundi. La mission principalement de l'Acat - Burundi est l'abolition de la torture et de la peine de mort et initiateur et Directeur de SOS - Torture/Burundi, un réseau créé pour faire le monitoring des violations des droits de l'homme après le carnage fait à Bujumbura le 11 et 12 décembre 2015.

**Aujourd'hui, des pays africains quittent la CPI sous prétexte que cette juridiction a été créée pour arrêter les dirigeants du**

**continent. Quels commentaires faites-vous par rapport à ces retraits ?**

Je rappelle que ces pays, ce sont le Burundi, la Gambie et l'Afrique du Sud. Ils ont annoncé leur retrait du Statut de Rome. De nombreux pays d'Afrique reprochent au tribunal de La Haye, censé être universel, de ne juger pour le moment que des dirigeants africains. D'abord, il faut savoir que la Cour Pénale Internationale ne remplace pas les juridictions locales, c'est plutôt une Cour de complémentarité. Les juridictions locales dont les Etats ont ratifié le Statut de Rome instituant la CPI ont un devoir de coopération avec la Cour Pénale Internationale.

La CPI intervient lorsque

les juridictions locales n'ont pas la volonté de diligenter les enquêtes en cas de violations graves des droits de l'homme. Concernant mon Pays, le Burundi, le 12 octobre 2016, Pierre Nkurunziza, le président burundais, lui-même accusé de violations des droits humains, a ouvert la danse en annonçant lancer des formalités pour se retirer du Statut de Rome. Cette décision d'un président voulant échapper aux poursuites est peu surprenante. La Cour a besoin du soutien de la communauté internationale pour combattre contre l'impunité pour les auteurs de crimes de masse et empêcher leur répétition. Dire que la CPI poursuit seulement les africains, c'est vraiment un prétexte utilisé par les diri-

geants africains pour éviter les poursuites. Personnellement en tant qu'avocat des victimes des crimes commis au Burundi, je pense que ce n'est pas la volonté de la population des pays africains, mais plutôt certains chefs d'Etat qui ont peur d'être poursuivi pour des crimes commis.

**Quelles propositions faites-vous pour arrêter cette saignée qui risque de fragiliser la Cour et mettre à mal la lutte contre l'impunité.**

Comme proposition, je conseillerais aux dirigeants africains de se concentrer à renforcer leurs juridictions locales parce que la Cour Pénale Internationale ne remplace pas les juridictions locales mais plutôt c'est une juridiction de complémentarité. La CPI intervient quand les juridictions locales n'ont pas de volonté à diligenter les enquêtes ou ne sont pas indépendantes.

**Pourriez-vous nous faire une citation relative au travail de lutte contre l'impunité menée par la CPI dans le monde.**

Je pourrais donner un message de rappel à toute la population du monde de se lever comme un seul homme pour créer un réseau de lutte contre l'impunité et essayer de convaincre surtout les dirigeants africains de soutenir la CPI au lieu de se retirer.

Alexis Noumé

## James Michel SONGA, Expert en Réforme de la Justice :

### "Nous voulons une justice égale et sans discrimination"

M. Songa est Expert en Réforme de la Justice du Bureau Conjoint des Droits de l'Homme de la MONUSCO. Il travaille comme intermédiaire dans toutes les affaires de la CPI en RDC et accompagne les victimes de crimes graves à la fois devant la CPI et devant les juridictions nationales congolaises.

**Certains pays africains ont quitté la CPI et d'autres menacent d'en faire autant, sous prétexte que la Cour ne s'attaque qu'aux dirigeants du continent. Qu'en pensez-vous ?**

Je trouve pour ma part que les revendications des dirigeants africains ne sont pas légitimes et idéales. Ils prétendent que la Cour est inefficace, qu'elle ne poursuit pas les dirigeants de grandes puissances comme la France, les USA, l'Inde, la Russie, l'Israël... et qu'elle est une Cour discriminatoire, raciste ne poursuivant que les dirigeants africains. Les Africains pensent que la CPI est un impérialisme judiciaire, parce que réprimant seulement les Africains. Tenant compte de la souveraineté des États qui adhèrent librement et qui se retirent aussi librement,

nous respectons la position des trois États (Burundi, Afrique du Sud et Gambie), cependant, ce n'est pas le bon choix.

En analysant les trois retraits, nous pensons que ces retraits sont motivés par les causes politiques que juridiques. Ces États veulent se protéger au détriment des victimes et ne veulent pas être poursuivis. Ils encouragent l'impunité alors que le vœu de la CPI et de toutes les victimes c'est la lutte contre l'impunité. La quasi-totalité des affaires africaines de la CPI ont été référées par les États eux-mêmes. Si vous ne voulez pas de la CPI, limiter et arrêter de commettre des crimes graves, protéger vos populations, victimes de vos actes de barbarie. L'Afrique, par rapport aux autres continents, est devenue le théâtre de graves violations de droit in-

ternational humanitaire et de crimes graves. Ces actes sont souvent restés impunis par manque de volonté de poursuivre certains dirigeants. Le Burundi en donne un exemple. Nous voulons une justice égale, sans discrimination et c'est le vœu de la CPI.

**Quelles propositions faites-vous pour arrêter cette saignée qui risque de fragiliser la Cour et mettre à mal la lutte contre l'impunité ?**

Que le politique ne prenne pas le dessus sur le judiciaire. Que la question des victimes soit au cœur de toutes les préoccupations. Les ONG et la société civile doivent se mobiliser pour empêcher cette saignée à travers des actions contre les dirigeants qui vont dans cette voie. Il faut multiplier les campagnes de sen-

sibilisation auprès des communautés affectées afin de leur expliquer le bien-fondé de la Cour. Nous devons être unis, solidaires (tous les Africains) pour surpasser cette étape. Il faut pour cela défendre le Statut de Rome. Nous devons tous défendre cette institution. Cependant, il faut doter la CPI des moyens financiers lui permettant de mener des enquêtes partout.

**Pourriez-vous nous faire une citation relative au travail de lutte contre l'impunité menée par la CPI dans le monde ?**

Il n'y aura pas de paix en Afrique sans justice, une justice forte, impartiale et universelle. La CPI constitue un frein aux actes de barbarie de certains dirigeants.

## Xavier Macky Kisembo, Directeur Exécutif de l'ONG Justice Plus



"Le retrait des Africains de la CPI est une fuite en avant pour ne pas répondre de leurs crimes."

**Aujourd'hui, des pays africains quittent la CPI sous prétexte que cette juridiction a été créée pour arrêter les dirigeants du continent. Quels commentaires faites-vous par rapport à ces retraits ?**

Je pense que c'est un raisonnement erroné. Ces dirigeants qui sont à la base de cela sont d'abord dictateurs, présumés être à la base des crimes dans leurs propres pays, (cas du Burundi) ; l'Afrique du sud, le président est accusé d'avoir construit une villa avec l'argent de l'État ; la Gambie est aussi dans la même situation. C'est une fuite en avant pour ne pas répondre des crimes commis.

**Quelles propositions faites-vous pour arrêter cette saignée qui risque de fragiliser la Cour et mettre à mal la lutte contre l'impunité.**

Je pense que les acteurs de la société civile doivent unir leurs efforts pour dire non à cette hémorragie. Agir avec les alliés dans les pays forts, respectueux des droits humains pour qu'une pression soit exercée sur ces chefs d'Etat et même leur infliger des sanctions pour les contraindre de respecter leurs engagements et s'inscrire dans la logique de la lutte contre l'impunité.

**Pourriez-vous nous faire une citation relative au travail de lutte contre l'impunité menée par la CPI dans le monde.**

La condamnation des auteurs des crimes en Ituri persuadent certains potentiels auteurs des crimes à s'abstenir à recruter les enfants, à commettre des crimes internationaux, etc. On constate une réduction des violations des droits humains.



## Crise migratoire

## Le défi de l'humanitaire



Le sommet mondial sur l'humanitaire tenu en mai 2016 en Turquie a permis de comprendre davantage les difficultés des humanitaires à mobiliser les fonds pour venir en aide aux populations en détresse, dont les plus vulnérables sont les enfants, les femmes enceintes et les vieillards qui ont besoin d'assistance pour reconstruire leur vie et leur dignité.

Des milliers d'individus, venant majoritairement d'Afrique et du Moyen-Orient, bravent au quotidien la mort en se rendant en Europe via la Méditerranée, véritable cimetière en pleine mer. Elle a englouti assez d'hommes et de femmes, de même que des enfants au point que les comptes macabres se chiffrent aujourd'hui en milliers de victimes ayant emprunté des embarcations de fortune après avoir déboursé des sommes colossales à des "passeurs véreux" et sans vergogne.

Malgré l'hécatombe, il ne se passe pas de jour sans que les migrants ne tentent leur chance, bravant vents et marées, barbelés, chiens et policiers pour une randonnée au prix de leur vie.

Si l'Allemagne d'Angela Merkel a ouvert grandement

ses bras à de nombreux syriens et irakiens fuyant la guerre dans leur pays, la Pologne et la Hongrie, par contre, se sont hermétiquement barricadés derrière leurs frontières pour se protéger contre ces immigrés. Même la décision de l'Union européenne demandant aux pays membres d'accueillir sur leur sol un quota de réfugiés n'a en rien altéré leurs ardeurs, ils ont battu les pavés pour protester contre l'arrivée de ces réfugiés qu'à tort ou à raison ils jugent être "aujourd'hui des immigrants, mais demain des terroristes."

C'est dans ce contexte, dominée par la crise migratoire que le Secrétaire Général des Nations-Unies, Ban Ki-Moon, a organisé en mai 2016 en Turquie le premier sommet mondial sur l'humanitaire qui

a permis de comprendre davantage les difficultés que les humanitaires éprouvent à mobiliser les fonds pour venir en aide aux populations détresse à travers le monde, victimes des catastrophes, des guerres et même du terrorisme, surtout les plus vulnérables d'entre eux dont les enfants, les femmes enceintes et les vieillards qui ont besoin d'assistance pour reconstruire leur vie et leur dignité.

La première difficulté que l'on pouvait noter à ce grand rendez-vous de l'humanitaire, c'est la défaillance de l'esprit de solidarité qui veut que les plus nantis de la planète se montrent beaucoup plus solidaires et non charitables de ceux dont le sort s'acharne sur eux. Et ça, Ban Ki-Moon a regretté l'absence, en premier chef, des cinq permanents du

Conseil de sécurité de l'ONU, dont les résolutions ou le veto suffisent, soit pour semer la désolation dans une partie du monde – c'est le cas, notamment en Libye et même en Syrie –, soit – au nom de leurs intérêts géostratégiques et économiques vitaux – empêcher que de véritables secours se déploient dans les champs de guerre pour apporter assistance à personne en danger – la Syrie en est un exemple éloquent, ou encore la Côte d'Ivoire où pendant la crise postélectorale un embargo sur les médicaments a été décidé et l'humanité est restée impuissante face aux drames encourus.

Le second défi, c'est celui de la mobilisation des ressources pour les victimes des catastrophes, des guerres ou du terrorisme. Bien qu'en "quatorze ans le financement de l'humanitaire ait été multiplié par dix, à 28 milliards d'euros", les Nations-Unies estiment les besoins encore très énormes pour les 125 millions de personnes en détresse, dont la moitié des déplacés, qui en dépendent. En 2016, par exemple, l'Organisation mondiale espérait récolter en moyenne 36 milliards d'euros, ce qui est loin des 220 milliards d'euros nécessaires pour permettre à ces hommes et femmes vulnérables d'éprouver leur capacité à reconstruire leur vie et leur dignité.

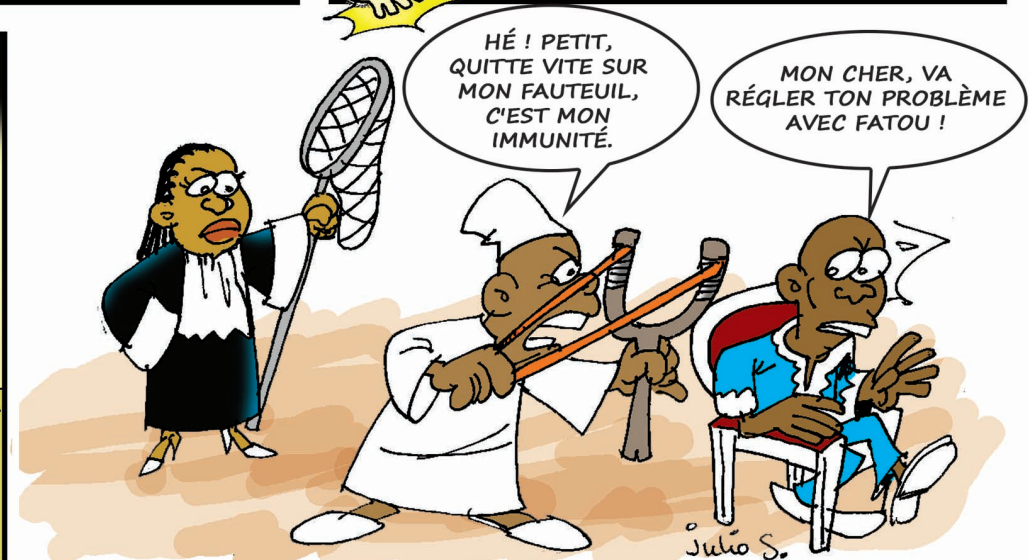
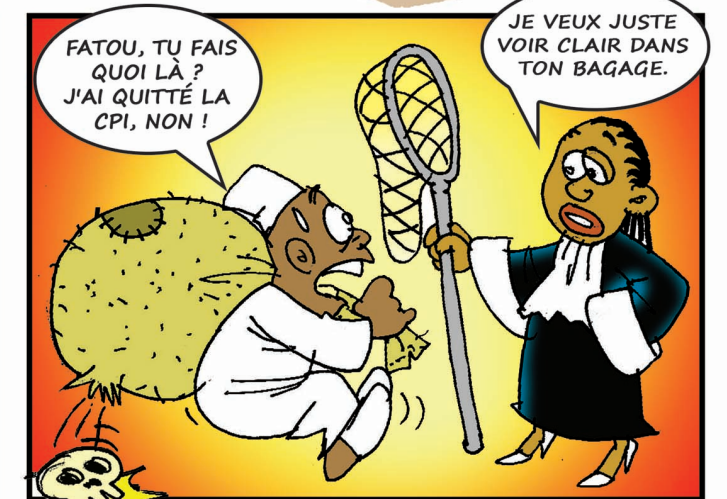
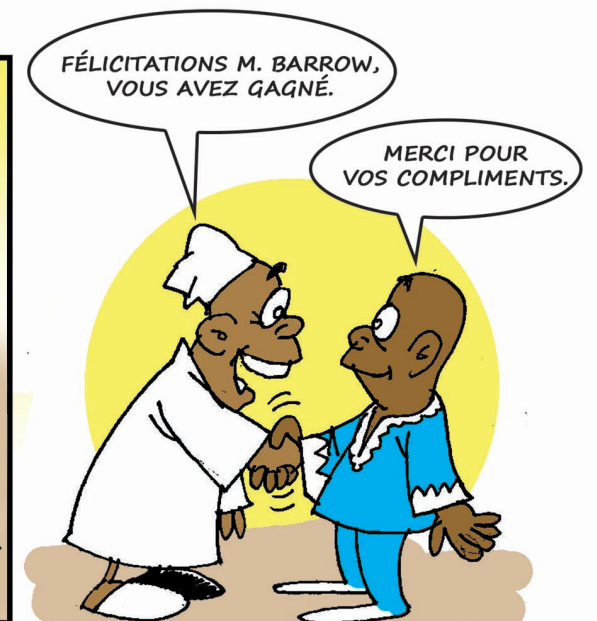
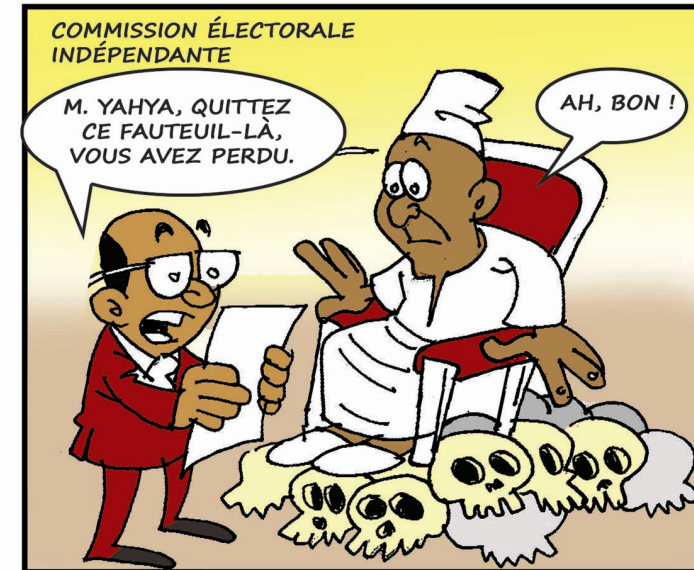
Nomel Essis  
Alexis Noumé



# Dame CPI chez YAHYA

## NON À L'IMPUNITÉ

Scénario et dialogues : Alexis Noumé



Coalition Ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale (CI-CPI)

Siège Social : Adjamé 220 Lgts - face Frat/Mat, bâtiment C. Porte 21

06 BP : 1301 CIDEX 01 Abidjan 06 - Tel : (225) 20 37 11 10 / Fax : (225) 20 37 11 00

Cell : (225) 59 97 84 63 / email : coalivoicpi@yahoo fr



# COALITION

FOR THE INTERNATIONAL  
CRIMINAL COURT

TROUGHT JUSTICE, PEACE



NON À L'IMPUNITÉ  
IMPUNIDAD, NO PASARÁ  
NO TO IMPUNITY

THROUGH A STRONG ICC

[WWW.COALITIONFORTHEICC.ORG](http://WWW.COALITIONFORTHEICC.ORG)



Coalition Ivoirienne pour la Cour Pénale Internationale (CI-CPI)  
Siège Social : Adjamé 220 Lgts - face Frat/Mat, bâtiment C. Porte 21  
06 BP : 1301 CIDEX 01 Abidjan 06 - Tel : (225) 20 37 11 10 / Fax : (225) 20 37 11 00  
Cell : (225) 59 97 84 63 / email : [coalivoicpi@yahoo.fr](mailto:coalivoicpi@yahoo.fr)